

# CRISE SANITAIRE : LA FAIBLE ADHÉSION DES FRANÇAIS À L'USAGE DU TÉLÉPHONE PORTABLE.

## Les résultats d'une expérimentation en ligne

**Sylvain Brouard**

*Directeur de recherche à Sciences Po - Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) & Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP)*

[sylvain.brouard@sciencespo.fr](mailto:sylvain.brouard@sciencespo.fr)

**Martial Foucault**

*Professeur des universités à Sciences Po*

*Directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)*

[martial.foucault@sciencespo.fr](mailto:martial.foucault@sciencespo.fr)

**Éric Kerrouche**

*Directeur de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)*

[eric.kerrouche@sciencespo.fr](mailto:eric.kerrouche@sciencespo.fr)

**Pavlos Vasilopoulos**

*Maître de conférences en sciences politiques, Université de York, et chercheur associé au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)*

[pavlos.vasilopoulos@sciencespo.fr](mailto:pavlos.vasilopoulos@sciencespo.fr)

Depuis plusieurs semaines maintenant, l'utilisation des téléphones portables est discutée en France comme l'une des mesures possibles pour combattre la pandémie de Covid-19. Plusieurs pays (Inde, Hong Kong, Israël, Autriche, Belgique, Allemagne et Australie) ont déjà recours à cette technologie. Le gouvernement de Singapour a même lancé une application appelée Trace Together qui permet aux usagers de téléphone mobile de partager leur géolocalisation sur la base du volontariat. Le sujet est donc particulièrement d'actualité partout dans le monde : de manière tout à fait inédite, les deux firmes exerçant un quasi duopole sur les systèmes d'exploitation des smartphones, Google et Apple, ont déclaré travailler ensemble à une technologie de traçage des contacts afin d'aider les autorités publiques par la réalisation d'un logiciel commun.

Initialement réticent, le gouvernement français a infléchi sa position en indiquant d'abord étudier la faisabilité de divers dispositifs techniques, leur efficacité ainsi que leurs conséquences pour les libertés individuelles. Puis, le 5 avril, de nombreux médias rapportent des propos de Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, semblant indiquer que le gouvernement serait désormais favorable à un tel dispositif. Les diverses oppositions politiques ont alors fait part de leurs réticences en conditionnant leur soutien à la mise en place de nombreux garde-fous eu égard au potentiel liberticide d'une telle application si elle était déployée. L'opposition au traçage des portables est toujours fortement répandue parmi les citoyens (39%) bien qu'en recul sur un mois et que, pour la première fois, le soutien rassemble une proportion plus large de répondants (40,5%) selon les résultats de l'enquête IPSOS menées les 7 et 8 avril 2020 pour le projet « Attitudes citoyennes pendant la pandémie de COVID-19 ».

Parce que l'application envisagée est présentée comme fondée sur le volontariat et que toute politique requiert l'assentiment des citoyens pour être pleinement efficace, le soutien de l'opinion au traçage par les téléphones portables est-il une condition sine qua non de son efficacité ? Les citoyens, en particulier opposés au traçage, sont-ils incités à modifier leurs comportements pour échapper à ce dispositif de surveillance ? Pour répondre à ces questions, nous avons mené, dans l'enquête précitée, une expérimentation en ligne pour évaluer les possibles modifications comportementales introduites par le traçage des portables.

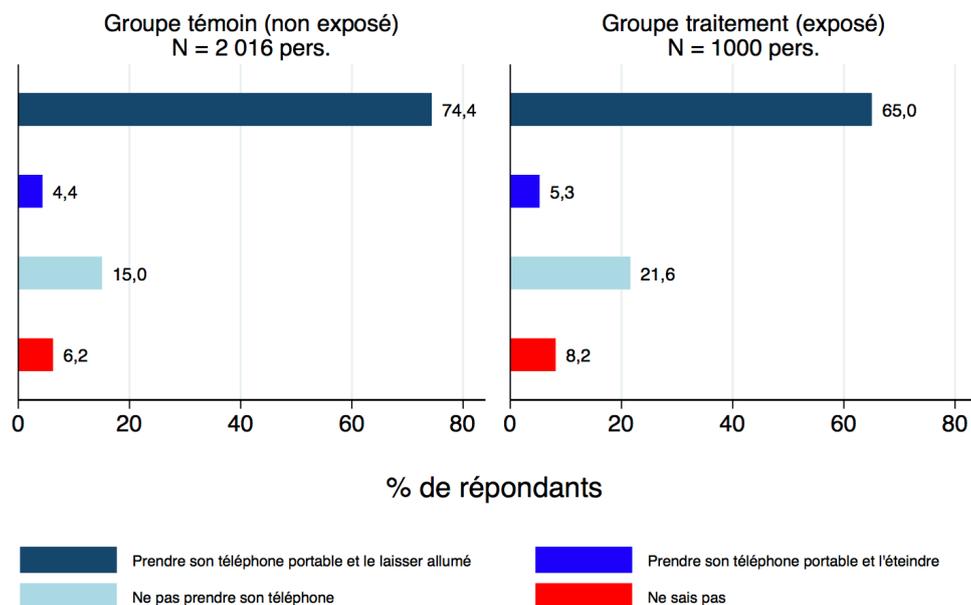
Comment ? Nous avons soumis à la moitié des répondants (soit 1 000 personnes sélectionnées de manière aléatoire) le message suivant : « Le 5 avril 2020, Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, indique que le traçage des téléphones portables à visée médicale « fait partie des solutions retenues par un certain nombre de pays ». Donc le gouvernement a « fait le choix de travailler en lien avec eux pour regarder ces solutions. Si la solution permet de lutter contre le virus et si elle respecte nos libertés individuelles, c'est un outil qui sera retenu ».

Puis nous leur avons demandé si elles avaient eu ou non connaissance de telles déclarations. 84 % ont répondu par l'affirmative. Ensuite, nous avons soumis l'ensemble de notre échantillon (2 000 personnes) à un scénario. Ils devaient imaginer être sur le point de sortir de chez eux et devaient choisir l'une des quatre options suivantes : a) prendre son téléphone portable et le laisser allumé pendant la sortie, b) prendre son téléphone et l'éteindre ou le mettre en mode avion, c) ne pas prendre son téléphone et d) ne pas avoir d'avis.

Par cette méthode, nous pouvons comparer deux groupes différents : l'un ayant été exposé à une information laissant à penser qu'il était probable que le traçage allait être adopté (groupe traité) alors que l'autre, le groupe témoin, ne l'a pas été. Les comportements déclarés diffèrent-ils ?

Premier enseignement (Figure 1), le simple fait d'avoir été exposé aux déclarations de Christophe Castaner diminue de 9 % la probabilité de partir de son domicile avec son téléphone portable allumé (65 % contre 74 % pour le groupe témoin).

Figure 1. Évolution des avis favorables entre la vague 1 et 4 (en %)



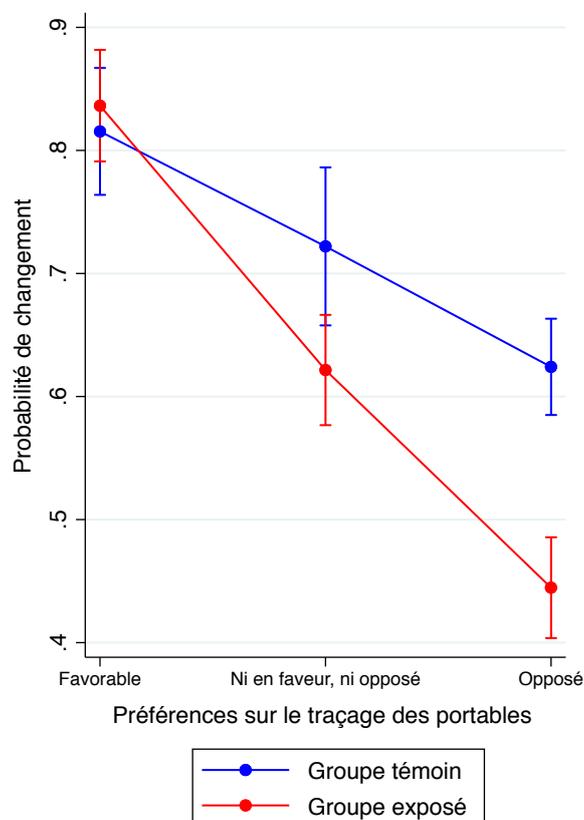
Enquête - Source : Citizens' Attitudes on COVID-19 - A comparative study, CEVIPOF (2020)

Second enseignement, la seule évocation du traçage des téléphones modifie son utilisation. Dans cette même enquête - mais avant l'expérimentation - nous avons demandé aux personnes de nous indiquer quelles étaient leurs préférences sur l'usage du téléphone à des fins de surveillance. Comme nous l'avons indiqué en introduction, aucune majorité forte en faveur ou en défaveur ne se dégageait. En rapportant ces prédispositions au résultat de l'expérimentation, il ressort que la probabilité de prendre son téléphone portable ne varie pas parmi les répondants initialement favorables au traçage. À l'inverse, celle-ci diminue de 9 % parmi les personnes indifférentes et de 18 % parmi celles qui y sont opposées (Figure 2).

L'opposition et l'indifférence au traçage provoquent donc des changements de comportement pour échapper au traçage des téléphones portables.

Pour être efficace dans la lutte contre le COVID-19, toute mesure de traçage des téléphones portables devra s'accompagner de garanties indispensables à la construction d'un large consensus qui n'existe pas actuellement. À défaut, elle générera des stratégies d'évitement qui mettront en péril son objet même et interrogeront avant tout sur les intentions réelles des autorités en charge de mettre en œuvre cette politique publique. Mobiliser de nouvelles technologies pour combattre la pandémie ne peut être pensé sans garantir le respect des principes fondamentaux de liberté individuelle. Est-ce la seule voie ? Quel bénéfice sanitaire en retirer ? Est-il plus important que l'ouverture d'une brèche qui contribuera à renforcer le niveau de défiance des citoyens vis-à-vis de leurs gouvernants. Oui, cette crise est sans commune mesure avec les précédentes. Oui, cette crise autorise à penser des mesures exceptionnelles. Mais gardons à l'esprit que l'effort collectif vers ce bien commun de sortie de crise ne peut se faire au prix d'une atteinte aux libertés individuelles.

Figure 2. Résultats de l'expérimentation : probabilité de changement de préférences sur le choix de « prendre son téléphone portable et le laisser allumé »



Édition : Florent Parmentier / Odile Gaultier-Voituriez

Mise en forme : Marilyn Augé

Partenaires du projet « Citizens' Attitudes under COVID19 Pandemic », dirigé par Sylvain Brouard, Michael Becher, Martial Foucault et Pavlos Vasilopoulos avec la participation de Vincenzo Galasso (Bocconi University), Christoph Hönnige (University of Hanover), Hanspeter Kriesi (European University Institute), Richard Nadeau (Université de Montréal), Vincent Pons (Harvard Business School) et Dominique Reynié (Sciences Po, CEVIPOF et Fondapol).

Partenaires institutionnels : ANR (Agence Nationale de la Recherche), l'Agence Française du Développement, France Stratégie, CERDI, Fondapol, Banque Mondiale, CEVIPOF (Sciences Po).

Membres du projet à retrouver sur le site : <https://www.sciencespo.fr/cevipof/attitudesoncovid19/people/>

Pour citer cette note : BROUARD (Sylvain), FOUCAULT (Martial), KERROUCHE (Éric) et VASILOPOULOS (Pavlos) « Crise sanitaire : la faible adhésion des Français à l'usage du téléphone portable. Les résultats d'une expérimentation en ligne. », *Note Citizens' Attitudes on COVID-19 - A comparative study, Sciences Po CEVIPOF*, note 7, avril 2020, 6 p.

© CEVIPOF, 2020 Sylvain Brouard, Martial Foucault, Éric Kerrouche et Pavlos Vasilopoulos